

Yves Marguerat

# L'étude des violences urbaines :

## d'Ibadan (1994) à Abidjan (1997)

Le thème des violences urbaines est, au Nigeria, d'une actualité particulièrement brûlante. C'est pourquoi l'équipe franco-nigériane de l'IFRA<sup>1</sup> d'Ibadan, dirigée par Georges Héraul, avait décidé d'organiser un colloque international autour de ce sujet à l'université d'Ibadan, qui eut lieu en novembre 1994.

Pour le préparer, quatre études pilotes avaient été initiées, qui aboutirent à un livre distribué aux participants à l'ouverture du colloque : *Urban violence in Africa*<sup>2</sup>, regroupant les exemples des métropoles sud-africaines, Abidjan, Lagos et Kano. Ce premier travail n'était cependant pas vraiment satisfaisant, car il reposait moins sur des études de terrain auprès des acteurs que sur la compilation de statistiques officielles (surtout policières), qui se sont révélées de qualité et de crédibilité variables, c'est-à-dire très faibles, notamment pour essayer de mesurer les évolutions.

Pour obtenir les moyens d'organiser cette rencontre d'Ibadan sur un sujet aussi délicat politiquement, il avait fallu jumeler celui-ci avec la thématique beaucoup plus floue et passe-partout de « l'aménagement urbain ». De ce fait, sur près de 80 communications, une dizaine s'efforcèrent de faire le lien entre les questions d'urbanisme et la montée des violences, mais une trentaine d'autres ne parlaient que politique de l'habitat, transports urbains ou ramassage et compostage des ordures, ce qui, certes, n'est pas dénué d'intérêt, mais objectivement sans grande originalité<sup>3</sup>. Le thème de la violence proprement dite n'eut donc droit qu'à la moitié des communications, dont beaucoup se

1. Institut français de recherche en Afrique, organisme de recherche en sciences sociales dépendant du ministère des Affaires étrangères. Le centre principal est installé depuis 1980 à Nairobi, pour étudier surtout les pays d'Afrique orientale. Les antennes d'Ibadan, au Nigeria (1986), et d'Harare, au Zimbabwe (1990), jouissent d'une large autonomie dans l'animation de leurs programmes. Une structure homologue a été créée en 1995 à Johannesburg sous le nom d'IFAS (Institut français d'Afrique du Sud), actuellement dirigée par G. Héraul.
2. Par E. Osaghae, I. Touré, N. Kouamé, O. Albert et J. Adisa, Ibadan, IFRA, 1997, 175 pages. Hormis l'ouvrage paru en Afrique du Sud, toute cette série de publications a la même couverture, ornée de dessins stylisant des « tranches de vie » citadine, dont l'image centrale montre des militaires casqués matraquant une foule.
3. Les actes du colloque ont été publiés au Nigeria (ce qui n'en rend pas l'obtention facile depuis l'extérieur) sous le titre de *Urban Management and Urban Violence in Africa*, I.-O. ALBERT *et al.*, eds, Ibadan, IFRA, 1994, en deux volumes 343 et 439 p.

*Cahiers d'Études africaines*, 150-152, XXXVIII-2-4, 1998, pp. 665-671.

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : B\*16422

Ex : 1

Fonds Documentaire ORSTOM



010016422

répétaient. À peu près tous les sujets possibles furent abordés, des incidents dans les transports publics au rôle pervers de la télévision (supposé mais non démontré), des problèmes des femmes à la dérive des sociétés secrètes d'étudiants devenues mafieuses. Mais bien peu étaient traités avec profondeur et nouveauté. Les intervenants nigériens (très majoritaires) avaient certainement reçu des consignes strictes de se limiter à un nombre réduit de pages, et ils s'y tinrent. Leurs communications sont donc nombreuses mais le plus souvent bien peu consistantes : une revue de la littérature, un zeste de théorie et de méthodologie, quelques faits observés (ou des opinions recueillies à propos des faits), et enfin une conclusion en forme de recommandations alignant les généralités moralisatrices, plus une bibliographie (toute anglo-saxonne), c'est-à-dire au total bien peu de contenu. Retenons cependant quelques textes qui tranchaient par la valeur de leur apport, comme ceux d'I. Obioha sur les « racoleurs » des gares routières, jeunes gens qui glissent facilement à la délinquance, ou de S. Mukoro sur la répartition spatiale du crime à Lagos, montrant que les attaques à main armée, et surtout les vols, frappent plutôt les « beaux quartiers », comme Victoria ou Ikeja, et les atteintes aux personnes (meurtres, coups et blessures, viols), plutôt les zones les plus pauvres, comme Mushin ou Shomolu, le pire dans ces domaines étant cependant le vieux quartier portuaire d'Apapa, au cœur de la ville.

Moins chapitrés, ou moins disciplinés, les auteurs francophones qui s'intéressaient à la violence vinrent avec des textes sensiblement plus longs (15 à 20 pages, au lieu de 5 ou 6), mais en général bien plus riches et souvent passionnants. Ainsi ceux de D. Rodriguez Torres sur les bidonvilles de Nairobi, de M.-A. de Montclos sur la privatisation de la sécurité en Afrique du Sud ou de B. Calas sur la dynamique de Kampala pendant la guerre civile.

Parmi les meilleures contributions, une courte sélection (J.-L. Piermay sur les villes d'Afrique centrale, F. Adewuni sur les conséquences sociales de l'appauvrissement du Nigeria, W. Omitoogun sur les voyous urbains — les fameux *area boys* — de Lagos, S. Bako sur les conflits d'origine religieuse au Nigeria du Nord, K. Koffi sur la violence politique au Togo et M. Shaw sur les *townships* de Johannesburg) fut ensuite publiée en anglais par des universitaires sud-africains, qui ont vu, dans cette démarche collective africaine sur un sujet qui les concerne au premier chef, une occasion de sortir de leur grand isolement intellectuel des années d'apartheid<sup>4</sup>.

Lors de ce colloque d'Ibadan, même si beaucoup de communications ont été décevantes, les débats furent souvent vifs et passionnés, les universitaires nigériens n'hésitant pas à exprimer hautement que la première des violences, dans leur pays, n'était pas celle des petits truands de la rue mais bien davantage l'oppression par un régime militaire brutal et corrompu, ainsi que l'effondrement économique (et leur propre prolétarianisation) dû aux oukases de « l'ajustement structurel », dénoncé comme la source de tous les maux — alors que les racines réelles des problèmes sociaux sont infiniment plus anciennes. En tout cas, il fallait admirer le cran avec lequel ces intellectuels interpellèrent le pouvoir militaire, y compris en face de ses représentants, présents en grand uniforme lors des séances solennelles.

4. A. LOUW & S. BEKKER, eds, *Cities under Siege. Urban Violence in South, Central and West Africa*, Durban, Indicator Press-IFAS-IFRA, 1996, 92 p. Voir, dans ce numéro, le compte rendu de Jean Copans sur cet ouvrage.

Mais tout ceci laissait un fort sentiment d'inachevé, et surtout de vaste confusion : la violence n'était jamais définie<sup>5</sup>, et l'on mélangeait sans cesse le vol de sac à main et le coup d'État, le viol en bande et le pillage des deniers publics, les atteintes aux personnes et celles aux biens, l'expropriation et la destruction, les violences « d'en-haut » et les violences « d'en-bas »...<sup>6</sup>.

C'est donc avec raison que, pour obtenir une véritable avancée scientifique, G. Héroult et son équipe relancèrent la réflexion collective, grâce à un autre colloque, tenu en mai 1997 à Abidjan, avec des effectifs beaucoup plus restreints (une quinzaine d'exposants, et quelques représentants des autorités ivoiriennes et des organisations internationales) et surtout une thématique cette fois clairement ciblée : « Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique »<sup>7</sup>. Car la jeunesse, et en particulier les jeunes marginalisés des rues des grandes villes<sup>8</sup>, est à la fois source et victime d'innombrables formes de violences. Les luttes proprement politiques — qui représentent un tout autre problème — ne furent évoquées que sous l'angle de la participation des jeunes (parfois manipulés, mais le plus souvent tout à fait conscients) aux manifestations de rue cherchant à déstabiliser le pouvoir à Dakar, ou les exactions commises en toute impunité par les petits voyous enrôlés par les jeunes du parti unique dans le Zaïre de Mobutu.

L'apport essentiel de cette rencontre d'Abidjan, et qui la distingue de tant de réunions où se succèdent les prêchi-prêcha, c'est qu'elle avait été soigneusement préparée par sept études approfondies confiées à des universitaires africains sur leur propre ville<sup>9</sup>, selon un canevas d'enquête précis, avec les

5. Selon moi, il ne faut considérer comme « violence » que les actes ouvertement et intentionnellement agressifs par lesquels on utilise la force pour imposer sa volonté à autrui, à l'exclusion des diverses situations d'oppression « virtuelle » (insidieuse, structurelle, latente... : les nuances sont nombreuses). Voir à ce sujet Y. MARGUERAT : « Les violences, un essai de typologie », in *Cahier de Marjovia*, 1, 2<sup>e</sup> semestre 1995 : 58-64. Texte également repris en fin de *Cities under Siege* (op. cit. : 79-88).
6. *Ibid.* Il s'agit de bien saisir que les violences sont une relation entre acteurs (individuels ou collectifs) situés à des niveaux différents — ou non — de la société. Une guerre de conquête, c'est une violence « d'en-haut contre en-haut », une répression ou un génocide « d'en-haut contre en-bas », une insurrection « d'en-bas contre en-haut », le banditisme anémique « d'en-bas contre en-bas », le terrorisme contre le « bas » pour atteindre le « haut », etc. Ni les enjeux ni les mécanismes ni les réponses possibles ne sont les mêmes.
7. Actes (édités par G. HÉRAULT & P. ADESANMI) publiés à l'IFRA d'Ibadan en 1997. Cette somme de 419 pages représente un apport scientifique considérable, mais peu accessible depuis l'extérieur du Nigeria. On en trouvera un copieux résumé in *Cahier de Marjovia*, 7, 2<sup>e</sup> semestre 1998. Il devrait être bientôt disponible dans le réseau des éditions Karthala.
8. En général, on ignore à peu près tout de ce qui se passe dans les villes moyennes (à partir de quelques dizaines de milliers d'habitants), dans toute l'Afrique.
9. Une huitième étude, celle sur Johannesburg, n'a pu être conduite à terme, son responsable, le politologue sud-africain M. Shaw, ayant été mobilisé par une instance de réconciliation nationale d'une tout autre importance pour l'avenir de son pays. (On se référera à ce sujet aux divers travaux de M.-A. de Montclos.)

Les bibliographies disponibles étaient assez disparates d'une ville à l'autre (particulièrement riches à Dakar, grâce aux nombreux mémoires des étudiants d'institutions déjà anciennes comme l'école internationale de formation des

moyens pour le réaliser. D'où une homogénéité et un sérieux de l'ensemble qui en fait une véritable œuvre collective, même si la foisonnante richesse de ces monographies rend quelque peu difficile toute vision d'ensemble. Essayons quand même d'en proposer une.

Disons tout de suite que les enquêtes à ambition scientifique qui voulaient recenser les gamins des rues sont la partie la plus faible dans chacun de ces travaux : le sujet exige, pour se laisser aborder, infiniment de capacité d'écoute et plus encore de patience. Ici, les résultats d'enquêtes ratissant trop large et trop vite sont d'une confusion qui les rend peu exploitables. Mais le reste est passionnant.

Il nous faut résumer ici très succinctement le contenu de ces copieuses monographies. Celles-ci nous confirment la grande diversité des situations d'une ville à l'autre, au-delà de ce que G. Héroult appelle dans son introduction les « invariants » : le rôle de l'extrême pauvreté, de la dislocation de la cellule familiale et de la montée des comportements individualistes (ces trois facteurs dans des proportions sensiblement différentes d'une société urbaine à l'autre) dans l'expulsion des jeunes vers les marges de la société, la similitude des modes de survie dans la rue (largement illégaux), la conclusion que la « loi de la rue » est d'abord celle de la jungle, c'est-à-dire celle du plus fort, et que la violence en découle tout naturellement.

Deissy Rodriguez Torres nous donne de Nairobi une image particulièrement saisissante, grâce aux nombreux témoignages qu'elle a recueillis par une enquête au courage exemplaire auprès des (très nombreux) gangs d'enfants de la rue. Dans cette ville dont la structure socio-spatiale s'est mise en place au tout début du siècle (Nairobi est à l'origine une cité conçue pour les seuls Blancs et leurs auxiliaires indiens), on tolérait les travailleurs noirs, mais pas leurs familles, d'où un essor exceptionnellement précoce de la prostitution et des mères célibataires. Dans cette mégapole aux relations sociales particulièrement dures, les enfants livrés à eux-mêmes (qui proviennent surtout des familles citadines ayant pour chef une femme seule, nettement majoritaires dans les immenses bidonvilles) sont obligés de se grouper en bandes pour survivre (en être exclu est la plus grave des punitions), bandes dont les activités pour subsister sont inévitablement délinquantes (vols sous toutes les formes, drogue pour oublier et s'intégrer au groupe, prostitution pour les filles...). La population leur est extrêmement hostile et pratique avec joie le lynchage des voleurs (brûlés vifs sur place), quels que soient leur culpabilité ou leur âge. Dans les rues de Nairobi, les enfants ne meurent pas de maladie : ils meurent assassinés par les adultes, les forces de l'ordre, les vigiles, un autre gang, ou par leurs propres leaders. Peu de villes africaines<sup>10</sup> donnent une pareille impression de guerre civile larvée entre le monde « normal » et ceux que ce dernier refoule sur ses marges, une « contre-société » qui baigne en permanence dans une violence qui imprègne de plus en plus la ville tout entière (et dont ce sont, comme toujours, les pauvres qui souffrent le plus, car les riches ont bien des moyens d'acheter leur sécurité).

---

assistants sociaux et éducateurs spécialisés). Mais leur réunion dans ce livre en fait un outil de référence précieux dans ce domaine aussi.

10. Alors que c'est pratiquement la norme en Amérique latine. Pour un exemple récent, voir G. LUTTE, *Les enfants de la rue au Guatemala*, Paris, L'Harmattan, 1997, 264 p.

Jinmi Adisa dresse de Lagos le portrait d'une ville fascinante par son dynamisme, sa créativité et ses mutations perpétuelles, en bien ou en mal, une ville où, affirme l'opinion publique, « il faut être intelligent pour vivre ». Mais la crise économique profonde provoquée — ou plutôt aggravée — par un ajustement structurel brutal, après l'euphorie déstabilisante du boom pétrolier des années 1970, a changé les jeunes citadins (si fiers de l'être : les *omo Eko* — les « enfants du vieux Lagos ») en *area boys* — les « gars du coin » — devenus des loubards redoutables, capables de tous les mauvais coups. L'absence de possibilités d'insertion professionnelle, dans une société où, plus encore qu'ailleurs, le pouvoir et l'argent (et eux seuls, toujours étroitement liés) donnent tous les droits, a refoulé les jeunes vers les activités illégales rentables : vols, rackets, trafic de drogues, attaques à main armée... D'où une explosion sans précédent de la violence au cœur de la ville, sans oublier tout ce qu'y ajoute la politique, depuis les jeunes chômeurs payés pour saboter les meetings des opposants jusqu'aux tentatives de répression policière très musclée de l'insécurité dans les rues (gesticulations inefficaces, car elles ne font que déplacer spatialement le problème).

À Dakar, décrite par Momar-Coumba Diop et Ousseynou Fall, la marginalité juvénile remonte exceptionnellement loin dans le temps : jusqu'à l'abolition de l'esclavage de 1848, qui permit l'afflux dans les « quatre communes » françaises de nombreux jeunes plus ou moins déracinés, dont les autorités coloniales étaient bien embarrassées (d'où la précocité des législations destinées aux mineurs délinquants, dès 1888, mais toujours bien peu efficaces). Si la jeunesse désœuvrée des quartiers populaires peut s'enflammer pour des raisons politiques (que ce soit pour manifester contre le régime ou pour lancer des pogroms contre les boutiquiers mauritaniens lors de la crise de 1989), elle peut aussi s'investir positivement dans l'embellissement des quartiers (les fameuses opérations *Set setal*) ou dans leur défense, y compris par la force. Quant aux nombreux enfants que la société refoule vers la rue, ils se structurent en bandes où la violence est la règle, tant pour survivre par le vol et les agressions que pour imposer l'autorité des plus forts (mais les auteurs notent que la solidarité et la fidélité sont aussi des vertus indispensables à la survie du groupe).

Eghosa Osaghae a travaillé sur une ville moyenne d'Afrique du Sud, Umtata, naguère capitale du homeland du Transkei. On y trouve comme en modèle réduit les problèmes des grandes métropoles du pays, c'est-à-dire l'héritage de l'apartheid, qui a volontairement déstructuré les familles et ruiné les références culturelles, attisant la révolte des jeunes contre toutes les expressions de l'autorité (l'école comme la police ou le paiement des impôts locaux). D'Umtata, les enfants de la rue qui grandissent vont partir vers les cités géantes. S'attacher à trouver sur place des solutions de réinsertion sociale serait donc soulager sensiblement les problèmes de sécurité catastrophiques des métropoles sud-africaines.

Dans le cas d'Abidjan, Alain Sissoko s'est efforcé d'entendre la parole des jeunes délinquants : l'exacerbation des inégalités sociales, entre pauvres de plus en plus appauvris et riches dont on soupçonne (pas toujours à tort) la fortune d'être d'origine malhonnête, provoque d'intenses frustrations dans un monde où le partage a cessé d'être une valeur collective centrale ; récupérer par la ruse ou la force les biens mal acquis par les autres est donc perçu

comme un droit naturel pour les démunis. Depuis une ou deux décennies, toute une frange de la jeunesse, coupée sans espoir des possibilités d'intégration par le travail, glisse rapidement vers une culture de contre-société, où la violence est une manière banale de s'exprimer, de vivre et de mourir : « Quand tu es seul, tu n'as peur de rien, déclare un gamin. Tu dois te défendre : si on te tue, qu'est-ce que tu as à perdre ? ».

À Kano, selon Olawale Albert, les troubles sont surtout dus à l'affrontement d'extrémismes religieux, qui ont provoqué des affrontements sanglants, voire des épisodes de véritable guerre civile. Dans les espaces publics de la ville, traînent d'innombrables *almajirai*, les élèves des écoles coraniques astreints, comme dans toutes les villes soudano-sahéliennes, à mendier (ou voler) dans les rues. Ce ne sont bien sûr pas eux qui déclenchent les émeutes ou les pogroms, mais ils fournissent à ceux-ci des troupes aussi enthousiastes que nombreuses pour mener bagarres et pillages.

Enfin, Tshikala Biaya nous décrit, à Kinshasa, une énorme mégapole que les colonisateurs belges avaient jadis cru pouvoir tenir fermement en main et qui échappe maintenant à tout contrôle social, avec des forces de l'ordre bien plus habituées à opprimer les citoyens qu'à les défendre et des services publics (notamment scolaires) en lambeaux du fait des années de dictature « kleptocratique ». Malgré les capacités d'auto-organisation des quartiers, les expressions d'anomie sont nombreuses, et le phénomène des enfants de la rue ancien. Il est aussi particulièrement diversifié selon les âges et les activités, avec la création d'un riche vocabulaire populaire pour en désigner les catégories, qui plongent de plus en plus dans la délinquance (brutale ou subtile) en prenant de l'âge. Il faut aussi replacer ces dérives dans la culture urbaine kinoise, où domine le culte de « l'ambiance » : la fête perpétuelle autour du trio musique, alcool et sexualité facile. La fascination sur les jeunes de ce mode de vie des bars — le seul valorisé socialement mais qui exige pas mal de ressources — justifie que tous les moyens sont bons pour obtenir de l'argent, et *ipso facto* la reconnaissance sociale que donne celui-ci, quelle qu'en soit l'origine. Comme dit l'auteur : « La violence devient une possibilité d'auto-valorisation dans cette société où paraître fort et riche est la condition de la visibilité du sujet, de sa création en tant qu'individu ».

Le travail collectif se conclut par quelques exposés « transversaux », en particulier sur le devenir spontané des enfants de la rue (très inquiétant pour l'avenir), d'Yves Marguerat, et d'Alain Marie sur l'inefficacité des réponses policières, qui ont plus tendance à réprimer les expressions de mécontentement politique que les conséquences du « désordre établi », alors que, dit-il très justement, « le traitement de la violence anémique dépend d'une recomposition politique qui puisse reconstruire des normes de vie communes ».

Car c'est bien là la clé du problème : une société incapable d'intégrer sa jeunesse dans le monde du travail et des relations familiales rejette sur ses marges une foule de jeunes qui ne peuvent survivre que par des moyens qui mettent de plus en plus en jeu l'illégalité et la violence, c'est-à-dire menacent la société tout entière ; incapable de respecter elle-même les normes de comportement qu'elle a édictées, celle-ci bascule plus ou moins lentement dans la gangrène de l'anomie. On doit se demander dans quelle mesure, selon quels processus cette évolution pourrait être réversible.

Ceci, bien sûr, n'a rien de propre aux villes africaines. Ce qui est original dans celles-ci, et que ces monographies du colloque d'Abidjan mettent pleinement en lumière, c'est que chacune de ces agglomérations a connu une histoire sociale spécifique, qui oriente de façon particulière tant ses modes de vie collective que ses formes de déviance<sup>11</sup>. Une fois de plus, l'étude de l'histoire urbaine se révèle un outil privilégié pour comprendre les réalités citadines les plus actuelles. On ne peut qu'espérer que les recherches comparatives ainsi lancées par l'IFRA se poursuivront et enrichiront notre arsenal intellectuel pour interpréter les faits, et, si l'on s'en donne les moyens, pouvoir agir dessus.

*Orstom-Centre d'études africaines, EHESS, groupe de travail Marjuvia*

#### RÉSUMÉ

L'équipe franco-nigérienne de l'IFRA d'Ibadan a lancé une recherche internationale sur les violences urbaines en Afrique, aboutissant aux importants colloques d'Ibadan (1994) et d'Abidjan (1997). Ce dernier, centré sur les relations entre jeunesse et violence, a montré combien, partout, la société actuelle refoule sur ses marges des jeunes qui s'y organisent progressivement en contre-société, de plus en plus articulée autour de la violence, subie et provoquée. Mais chaque ville ayant son histoire sociale propre, la marginalité aussi y présente de ce fait des aspects spécifiques.

#### ABSTRACT

*Studying Urban Violence in Africa: From Ibadan (1994) to Abidjan (1997).* — A French-Nigerian research team at IFRA in Ibadan launched an international research project on urban violence in Africa, which organized colloquiums in Ibadan (1994) and Abidjan (1997). Focusing on the relations between youth and violence, the Abidjan colloquium showed how contemporary societies everywhere push out young people as outcasts who seek to organize themselves in a countersociety increasingly on the basis of suffered or inflicted violence. But since each urban society has its own social history, "marginality" also has quite specific aspects there.

Mots clés/Keywords : enfants de la rue, histoire urbaine, marginalisation de la jeunesse, société urbaine, violence/street youth, urban history, "marginalization" of young people, urban society, violence.

11. Il apparaît ainsi que la structuration plus ou moins poussée des bandes de la rue, est assez directement liée à l'ancienneté du phénomène : maximale à Nairobi, forte à Dakar, faible à Abidjan (où A. Sissoko note ainsi que la solidarité n'est pas — pas encore — une valeur intériorisée dans le monde de la rue ; au contraire, être et agir seul évite bien des désagréments, depuis, les difficultés du partage du butin jusqu'aux risques de dénonciation).

